

## Tour de France des régions – PACA Réunion « Grand public » - Marseille, le 16/12/2022 Synthèse de la réunion

### 1. Discours introductifs

#### **Christophe MIRMAND, Préfet de la région PACA**

Votre présence témoigne de votre intérêt pour la concertation nationale « Notre avenir énergétique qui se décide maintenant ». L'actualité nous rappelle chaque jour que l'urgence climatique constitue le défi de notre siècle. Pour être à la hauteur de cet enjeu, notre pays s'est fixé des objectifs ambitieux avec notamment l'atteinte de la neutralité carbone en 2050.

Nous sommes loin de l'indépendance énergétique, et nous devons donc mener des changements structurels sur notre production et notre consommation d'énergie. Notre stratégie repose sur deux piliers : la réduction de nos consommations et une plus grande production d'énergie décarbonée.

Cette concertation est essentielle pour permettre de débattre des conditions de mise en œuvre de la transition énergétique. En retour, le gouvernement s'est engagé à répondre au bilan qui sera établi par les garants de la concertation, en précisant les orientations exprimées qu'il aura retenu. Cette réponse sera versée au débat parlementaire avant le début de l'examen de la loi de programmation énergie-climat (LPEC).

#### **Laurent MICHEL, Directeur général de l'énergie et du climat**

L'objectif de la concertation consiste à mettre en discussion les enjeux de la transition énergétique pour atteindre la neutralité carbone en 2050, sortir de la dépendance aux énergies fossiles, mais aussi réduire les émissions rapidement.

Le gouvernement a proposé trois thèmes :

- Adapter la consommation d'énergie pour atteindre l'objectif de neutralité carbone.
- Satisfaire les besoins en énergie tout en assurant la sortie des énergies fossiles.
- Planifier la mise en œuvre et le financement.

La concertation est encadrée par quatre garants issus de la Commission nationale du débat public (CNDP) qui assureront la synthèse de la concertation.

#### **Ilaria CASILLO, Vice-Présidente de la CNDP, garante de la concertation**

La CNDP a conseillé le gouvernement sur la manière d'organiser cette concertation. Les garants observent et encadrent le débat pour formuler des préconisations et des avis. Ils doivent surtout restituer les propositions, attentes, craintes et interpellations du public au décideur.

### 2. Présentation de l'étude « Transition(s) 2050 » de l'ADEME et de l'étude « Futurs énergétiques 2050 » de RTE

# Notre avenir énergétique se décide maintenant



**Stéphanie LE MAITRE, ADEME**

L'ADEME travaille depuis des années pour la protection des ressources énergétiques et la lutte contre le réchauffement climatique. Elle accompagne les citoyens, les collectivités territoriales et les acteurs économiques pour mettre en œuvre leurs projets. Le chemin pour atteindre la neutralité carbone reste flou. Ainsi, l'ADEME a travaillé à l'élaboration de quatre scénarios très différents afin de susciter le débat.

Diffusion de la vidéo de présentation de l'étude « Transition(s) 2050 » :  
[https://www.youtube.com/watch?v=XER\\_OpLx0Qs](https://www.youtube.com/watch?v=XER_OpLx0Qs)

**Jean-Philippe BONNET, RTE**

RTE a notamment pour mission d'éclairer l'avenir sur l'équilibre entre la production et la consommation d'électricité. Les scénarios que nous avons explorés dans l'étude « Futurs énergétiques 2050 » permettent de produire suffisamment d'électricité pour répondre aux besoins.

Pour sortir des énergies fossiles, l'action d'efficacité énergétique et l'action de sobriété doivent être conjugués. Il est possible de remplacer l'utilisation des énergies fossiles par de l'électricité ou de l'hydrogène. Celui-ci pourrait être produit à partir d'électricité décarbonée. Ainsi, les scénarios étudiés envisagent de consommer plus d'électricité en 2050 qu'aujourd'hui. En particulier, dans le scénario de réindustrialisation que nous avons étudié, le niveau de consommation d'électricité serait beaucoup plus élevé, mais permettrait de réduire les émissions de carbone importé.

L'électricité pourrait représenter 55 % du mix énergétique, contre 25% aujourd'hui. Se pose alors la question des moyens de production. Le parc nucléaire français produit aujourd'hui environ 70 % de notre électricité (qui est décarbonée à plus de 90%). Cependant, en 2050, nous ne pourrions plus vraiment compter sur ce parc nucléaire historique. Nous devons donc déterminer les moyens de remplacer cette production nucléaire historique. RTE a exploré six grands scénarios répartis en deux familles : les scénarios « N » – dans lesquels la France fait le choix de relancer une filière nucléaire – et les scénarios « M » où nous misons totalement sur les énergies renouvelables. Les scénarios nucléaires les plus ambitieux permettraient, au mieux, à satisfaire la moitié des besoins d'électricité en 2050. Ainsi, il faudra quoi qu'il arrive absolument développer massivement les énergies renouvelables. L'analyse économique ne disqualifie aucun des scénarios. Néanmoins, les vrais choix sont beaucoup moins économiques que sociétaux, politiques ou industriels.

### 3. Présentation du panorama régional de l'énergie

**Sébastien FOREST, Directeur régional de la DREAL PACA**

La région PACA dispose d'une capacité de production d'électricité principalement hydraulique et thermique fossile. La consommation s'avère bien supérieure. Nos objectifs visent à réduire la consommation et développer les énergies renouvelables. Nous disposons d'un bon potentiel de développement de l'éolien en mer, mais son installation demandera du temps. Sur le photovoltaïque, il est important de lever les contraintes auxquelles nous sommes confrontés.

Par ailleurs, nous souffrons d'un déficit de stratégies territoriales.

Le dernier enjeu de notre région est celui de la décarbonation de l'industrie. Il semble capital de réussir la décarbonation des activités et de développer l'hydrogène pour décarboner les usages.

## 4. Echanges avec les participants

### Un participant

Pour un scénario 100 % énergie renouvelable (EnR), de quelles capacités de stockage disposerions-nous ?

### Jean-Philippe BONNET

Je ne dispose plus des chiffres exacts en tête (NB : ils sont détaillés dans le rapport « Futurs énergétiques 2050 », mais les EnR nécessitent d'intégrer au système une certaine flexibilité, et plus la part d'EnR est importante plus les moyens de flexibilité sont importants) . En pratique, il s'agit notamment de stockage sous forme de batteries ou de stockage massif sous forme d'hydrogène ou de gaz vert.

### Un participant

Vous n'avez pas évoqué la méthanisation et la gazéification. Il ne faut pas oublier cet enjeu crucial pour l'équilibrage du réseau énergétique national.

### Un participant

Qu'en est-il des stratégies des pays voisins et de la question de l'interconnexion ?

### Jean-Philippe BONNET

Il existe en Europe de fortes divergences de stratégies pour atteindre la neutralité carbone. Par exemple, l'Allemagne imagine des scénarios d'importation massive d'hydrogène vert. Pour l'électricité, en revanche, nous partageons tous la nécessité de développer les énergies renouvelables et l'interconnexion de nos systèmes électriques.

### Un participant

L'énergie éolienne étant une variable aléatoire, nous ne pouvons pas envisager le foisonnement entre le nord et le sud de l'Europe.

### Jean-Philippe BONNET

La somme des variables aléatoires ne permet effectivement pas une production continue. La consommation de l'électricité elle-même n'est pas continue. Il est donc inutile de viser une continuité. D'après nos scénarios, la diversité de moyens de production et de flexibilité permet de gérer des aléas

# Notre avenir énergétique se décide maintenant



de consommation et de production. Dans les scénarios à forte proportion d'énergie renouvelable, nous maintenons certains cycles combinés de gaz avec l'idée qu'ils pourraient devenir convertibles à l'hydrogène. A l'avenir, nous devons changer de paradigme en réduisant la consommation lorsque la production se révélera insuffisante.

## 5. Restitution des ateliers et temps d'échanges

Les participants ont travaillé pendant en atelier sur les questions suivantes :

- Sur le thème de la consommation d'énergie : Qu'êtes-vous prêts à faire collectivement pour diminuer la consommation d'énergie au niveau régional ? Comment pouvez-vous être accompagnés pour réduire la consommation d'énergie ?
- Sur le thème de la production d'énergie : Quel mix énergétique souhaitez-vous ? Avec quelles implications pour votre territoire en matière d'infrastructures de production d'énergie et d'électricité décarbonée ? Quelle solidarité territoriale entre les régions qui produisent le plus et celles qui consomment le plus ?

### Restitution sur le thème « consommation »

#### **Atelier n°1**

Notre proposition consiste à réduire fortement l'usage de la voiture en utilisant le levier réglementaire et en développant les transports collectifs. Nous proposons également d'amplifier les outils réglementaires de soutien pour la rénovation énergétique des bâtiments.

#### **Atelier n°2**

Nous avons formulé trois propositions :

- La sensibilisation, l'information et l'accompagnement.
- La mobilité par des plans de déplacement et le covoiturage.
- Les aides financières.

#### **Atelier n°3**

Nous avons travaillé sur la question de la rénovation énergétique des bâtiments accueillant du public, la manière de favoriser les circuits courts et l'action des élus locaux qui doit produire des effets plus rapidement.

#### **Atelier n°4**

Nos propositions consistent à :

- Mieux mesurer pour mieux consommer.
- Eduquer.
- Communiquer, favoriser et simplifier les aides et les démarches.

#### **Atelier n°5**

Nous avons investi trois thématiques principales :

- Les transports : développer les transports en commun et inciter au covoiturage.
- La décarbonation de l'industrie par un accompagnement massif, voire contractualisé entre l'Etat et les grandes entreprises.
- La sobriété : limiter la construction neuve, réduire l'éclairage public et mettre en place un « consoscore ».

### **Atelier n°6**

Nous préconisons un surcroît de moyens pour accompagner la transition énergétique, une meilleure communication et la favorisation des transports collectifs.

### **Restitution sur le thème « consommation »**

### **Atelier n°7**

S'agissant du mix énergétique, nous considérons que la planification n'apparaît pas suffisamment claire ou efficace, qu'il est indispensable de continuer à associer les citoyens et les entreprises au débat.

### **Atelier n°8**

Pour les projets locaux d'énergie renouvelable, nous recommandons de clarifier et simplifier les procédures administratives, d'obtenir l'acceptation des citoyens par une sensibilisation et une acculturation, une montée en compétences des citoyens et des mesures incitatives.

### **Atelier n°9**

Un mix véritablement équilibré au sens de l'ensemble des sources d'énergie nous paraît essentiel. Aussi, il faut bien prendre en compte tous les impacts. Nos propositions consistent à imaginer un contrat direct entre un producteur et un consommateur, développer les solutions de stockage et de flexibilité, renforcer l'acceptabilité et travailler avec la gouvernance locale.

### **Atelier n°10**

Notre première idée vise à rapprocher la production des habitants par l'acceptabilité d'un mix diversifié et en instaurant du photovoltaïque massivement sur tout type de supports. Nous proposons également de travailler sur la récupération de chaleur industrielle.

### **Atelier n°11**

Il nous paraît nécessaire de disposer d'un mix énergétique le plus diversifié possible et de fournir un effort de pédagogie. Il convient de produire dans tous les territoires afin de les responsabiliser. Des choix politiques forts doivent être pris avec des objectifs réalistes et réalisables.

### **Echanges sur les propositions**

## **Une participante**

Nous avons quasiment tous les mêmes objectifs. En revanche, créer du lien au sein de l'école et de chaque âge passe aussi par la culture et je regrette que personne n'en ait parlé.

## **Un participant**

Il nous a semblé plus constructif de dire « rendre acteur » plutôt que « responsabiliser » les consommateurs et les territoires.

## **Un participant**

Pour la CFDT, la transition climatique doit se construire démocratiquement à tous les niveaux en croisant les enjeux des filières et des territoires. Les citoyens, les travailleurs et les acteurs économiques ont besoin de visibilité. Les représentants des travailleurs doivent être associés aux comités de pilotage et formés aux enjeux de la transition énergétique et du changement climatique.

## **Un participant**

La consommation d'énergie des transports, notamment l'avion, étant très importante, ne faut-il pas mettre en place des quotas ?

## **Un participant**

Le Collectif Anti-Nuisances Environnement croit beaucoup à la solution de terrain avec des communautés énergétiques locales.

## **Un participant**

Quel acteur public pourrait mettre en place et fixer des objectifs de communication ? La création d'une structure pourrait favoriser la pédagogie et la sensibilisation.

## **Un participant**

Il ressort des débats que le nucléaire ne constitue pas la solution. En effet, ses échéances ne sont pas du tout en phase avec l'urgence climatique et énergétique.

## **6. Conclusion**

### **Laurent MICHEL**

Vous avez exprimé des idées convergentes sur l'organisation des trajets quotidiens, le covoiturage, les plans de déplacements interentreprises, la piétonnisation, les questions d'accompagnement massif de l'industrie et la récupération de chaleur, sur le fait de rendre acteur vis-à-vis de la consommation ainsi que de former et informer sans attendre les situations de crise.

# Notre avenir énergétique se décide maintenant



Il y a eu l'idée de l'action locale et de la planification pour le développement des énergies ainsi que des comités d'énergie ou des démarches de financements citoyens. Toutes ces propositions seront exploitées et compilées pour nourrir le forum des jeunesses qui se tiendra en janvier, puis les projections du gouvernement.

**Sébastien FOREST**

Nous vous remercions pour votre participation et vos propositions. La difficulté résidera dans leur concrétisation.

## Tour de France des régions – PACA Réunion « Jeunes » - Marseille, le 16/12/2022 Synthèse de la réunion

Cette réunion s'est tenue avec une trentaine d'étudiants de l'université d'Aix Marseille (Master 2 Développement durable et Gouvernance territoriale de projets en Méditerranée et à l'international et Master 2 Droit et métiers de l'urbanisme durable) et de l'école d'architecture de Marseille.

### 1. Présentation de la concertation

#### **Laurent MICHEL, Directeur général de l'énergie et du climat**

L'urgence climatique est un enjeu tout comme la crise énergétique que l'on connaît. Notre pays s'est fixé des objectifs très ambitieux pour la transition énergétique comme celui d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Un cap énorme reste à franchir. Nous devons opérer des choix de société sur les façons de produire, de se déplacer et de consommer. Ces enjeux auront des implications sur le futur proche, mais aussi sur l'avenir. Aussi, le gouvernement a souhaité donner une place particulière aux jeunes dans cette concertation.

La stratégie française repose sur la réduction de nos consommations d'énergie – grâce à la sobriété et à l'efficacité énergétique – et la production d'énergie décarbonée grâce au nucléaire et au développement de toutes les énergies renouvelables. Ce débat se place dans le cadre de l'élaboration de la stratégie française pour l'énergie et le climat (SFEC) qui débouchera en 2023 sur le débat au Parlement d'une loi de programmation énergie-climat (LPEC).

La concertation portera sur trois thèmes :

- Adapter la consommation pour atteindre l'objectif de neutralité carbone.
- Satisfaire les besoins en énergie.
- Planifier, mettre en œuvre et financer la transition énergétique.

Par ailleurs, nous sommes accompagnés par quatre garants issus de la Commission nationale du débat public. Celle-ci a conseillé le gouvernement sur les modalités de la concertation qu'elle supervise aujourd'hui et dont elle réalisera le bilan. En retour, le gouvernement s'est engagé à répondre à ce bilan et à indiquer les propositions de la concertation qui seront reprises dans le projet de LPEC. Cette réponse sera présentée au Parlement et versée au débat parlementaire avant l'examen du projet de loi.

#### **Ilaria CASILLO, Vice-présidente de la CNDP, garante de la concertation**

La CNDP est une autorité administrative indépendante qui organise la démocratie participative autour des grands projets de politique publique ayant des impacts sur l'environnement et le cadre de vie. Elle constitue aussi un garant neutre et indépendant. Elle veille à la bonne transmission des informations et à la libre expression de chacun. Toutes les propositions de cette concertation seront transmises au

# Notre avenir énergétique se décide maintenant



décideur qui s'est engagé à y répondre. Je vous invite fortement à contribuer sur notre plateforme pour que cette concertation ait véritablement du poids.

## 2. Partage d'informations : études « Futurs énergétiques 2050 » de RTE et « Transition(s) 2050 » de l'ADEME, panorama régional

Diffusion de la vidéo de présentation de l'étude « Transition(s) 2050 » :  
[https://www.youtube.com/watch?v=XER\\_OpLx0Qs](https://www.youtube.com/watch?v=XER_OpLx0Qs)

Diffusion de la vidéo de présentation de l'étude « Futurs énergétiques 2050 » :  
[https://www.youtube.com/watch?v=ok31\\_F\\_2\\_I0](https://www.youtube.com/watch?v=ok31_F_2_I0)

Diffusion de la vidéo sur le mix énergétique : <https://www.youtube.com/watch?v=QnSOoZyVyEA>

### **Yoan PAMELLE, DREAL**

Le mix énergétique régional comprend une prépondérance importante des énergies hydrauliques et thermiques fossiles avec une capacité de production assez faible par rapport à la consommation locale.

La sobriété constitue le premier levier de réduction de la consommation. Pour atteindre la neutralité carbone – qui demeure l'objectif principal –, nous passerons par des étapes intermédiaires de baisse de la consommation d'énergie et de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Le schéma régional prévoit de maintenir et améliorer le parc hydroélectrique, de développer fortement l'éolien et le photovoltaïque ainsi que de maintenir les installations de biomasse existantes. Le photovoltaïque se heurte à différentes contraintes telles que la protection du patrimoine.

Un dernier enjeu important dans la région est celui de la décarbonation de l'industrie. Pour tenter de décarboner les usages, nous pourrions travailler sur le développement de l'hydrogène et du biogaz durable.

Enfin, le dernier point important concerne l'émission des gaz à effet de serre dans la région. Comme pour la consommation d'énergie, un tiers est lié à l'industrie, un peu plus pour les transports et un peu moins d'un tiers pour le bâtiment.

### **Un participant**

Je m'étonne de la grande importance de la production hydraulique dans notre région.

### **Un participant**

Nous comptons effectivement parmi les régions qui en produisent le plus grâce à la Durance et son canal qui disposent de nombreuses et puissantes centrales hydroélectriques. Cependant, son potentiel de développement demeure assez faible. Nous ne pouvons donc que conserver la puissance installée.

### **Un participant**

Ne pourrait-on pas aller au-delà du seuil d'acceptabilité pour imposer des énergies renouvelables propres ?

## Une participante

J'avais l'impression qu'on nous vendait un peu le « tout électrique », notamment avec le parc automobile. Je ne sais pas si c'est vraiment une solution, que ce soit sur le mix énergétique ou sur le changement de moyen de transport.

### 3. Sondage participatif sur les scénarios de l'ADEME

#### Stéphanie LE MAITRE, ADEME

L'ADEME est persuadé que la décarbonation nécessite la mise en place d'un véritable mix énergétique. La notion de neutralité carbone est maintenant relativement partagée, mais le chemin pour y parvenir est encore très flou. L'ADEME a travaillé pendant deux ans pour élaborer quatre scénarios réalisables comme base de réflexion.

Pour se remémorer les quatre scénarios qui viennent de vous être présentés dans le film, l'outil a présenté quatre propositions pour chaque item – société, alimentation et habitat. Les étudiants étaient amenés à choisir la proposition qu'ils étaient prêts à mettre en œuvre. Il est procédé au sondage interactif (pour les résultats voir point 5. ci-après).

### 4. Réflexion en sous-groupes et restitution

Les étudiants ont travaillé en deux sous-groupes sur les questions suivantes :

- « *Qu'est-ce qu'il vous paraît possible de faire collectivement pour diminuer la consommation de l'énergie au niveau de la région ?* »
- *Avec les éléments informationnels qui vous ont été partagés tout à l'heure et de votre point de vue, quelles sont les conditions de réussite pour ces propositions que vous formulez ? »*

#### Rapporteur du premier sous-groupe

Nous avons réfléchi à un grand nombre de propositions pour diminuer la consommation d'énergie au niveau régional.

- Le respect de la réglementation sur l'éclairage des bâtiments publics et privés.
- La démocratisation des normes.
- Le développement des transports en commun
- L'incitation par la contrainte.
- La création de technologies moins énergivores.
- La valorisation du *low-tech* doublé de l'importance de la rénovation.
- Le fait de privilégier les circuits courts.
- L'accessibilité des transports en commun.
- Le fait de repenser les régimes alimentaires dans les établissements publics collectifs.
- Les subventions pour les produits décarbonés.

# Notre avenir énergétique se décide maintenant



- Le développement des infrastructures permettant d'éviter l'avion.
- Les aides aux ménages pour le photovoltaïque.
- Une communication adaptée à tous les niveaux.
- La révision de la législation sur les quotas.
- Le développement des mobilités actives.
- Une réglementation beaucoup plus contraignante pour les industries les plus polluantes.

## Rapporteur du deuxième sous-groupe

Nous avons eu beaucoup d'idées très similaires à celles du premier groupe.

- La suppression des écrans publicitaires en ville.
- Les campagnes de sensibilisation sur les bons gestes.
- L'extinction des éclairages publics et enseignes des magasins.
- La réduction de notre consommation et notre utilisation de la voiture.
- L'investissement dans les mobilités décarbonées.
- La rénovation des bâtiments pour consommer moins.
- Une production plus locale et des circuits courts pour les cantines.
- Un meilleur système d'économie circulaire.

## 5. Résultat du sondage et séance d'échanges

### Camille BOUVET, Cabinet NicayaConseil

Les propositions majoritaires pour chaque thème sont les suivantes :

- Société : une évolution plutôt soutenable des modes de vie, une économie du partage, plus d'équité et la préservation de la nature inscrite dans le droit.
- Alimentation : la division par trois de la consommation de viande et une part du bio à 70 %.
- Habitat : deux propositions obtiennent le même score : la rénovation massive et rapide avec une limitation forte de la construction neuve et, à l'inverse, le maintien de la construction neuve et la moitié seulement des logements qui seraient rénovés au niveau BBC.
- Mobilité des personnes : se diriger vers des mobilités accompagnées par l'Etat et développer les infrastructures, le télétravail massif, le covoiturage.
- Technique : l'innovation autant organisationnelle que technique.
- Gouvernance : la gouvernance partagée, la fiscalité environnementale, la redistribution et les décisions plutôt nationales avec une coopération européenne.
- Territoires : la reconquête des villes moyennes, la coopération entre les territoires et une planification énergétique territoriale et des politiques foncières.
- Macroéconomie : la croissance verte, l'innovation poussée par la technologie, la spécialisation régionale et plutôt une concurrence internationale et des échanges mondialisés.
- Industrie : la proposition en faveur d'une production en valeur plutôt qu'en volume, des marchés locaux, de la mise en valeur du local et d'une forte tendance au recyclage.

### Une participante

# Notre avenir énergétique

## se décide maintenant



L'exercice m'a paru vraiment intéressant. Cependant, certaines propositions contenaient des exemples concrets et d'autres, des termes trop techniques ou généralistes, ce qui peut orienter la réponse.

### **Un participant**

Le sujet de la consommation de viande était assez partagé. Les modes de vie changent et nous devons réfléchir d'une manière globale.

### **Un participant**

Les deux premiers scénarios de l'ADEME nécessitent une refonte de la société un peu plus globale que dans les deux derniers. Au regard des réponses, le taux d'acceptabilité s'avère assez fort et montre que nous sommes prêts à fournir des efforts.

### **Une participante**

Nous parvenons à un tel résultat parce que nous étudions ce sujet. Avec un autre public, les résultats auraient probablement été différents.

### **Un participant**

Personne n'a voté pour la proposition de développer l'étalement urbain et l'agriculture intensive. Pourtant, en ce qui concerne l'habitat, une majorité a opté pour le maintien de la construction neuve. Cet écart me surprend.

### **Une participante**

Les constructions neuves permettent une meilleure performance énergétique.

### **Un participant**

Il y avait aussi la proposition de déconstruire pour reconstruire qui correspond à un autre scénario.

### **Une participante**

Tout dépend de la façon dont on interprète les choses en fonction de nos connaissances.

## 6. Conclusion

### **Laurent Michel**

Merci pour ce travail. Il est intéressant que vous ayez évoqué des usages. En outre, vous avez perçu la difficulté de la conception des politiques publiques. Vous avez également évoqué l'idée d'embarquer tous les âges. Tout le monde est effectivement concerné, car on ne peut pas attendre. Évidemment,

# Notre avenir énergétique se décide maintenant



certaines idées ont été émises sur une sorte de sobriété globale ainsi que sur l'habitat et la notion de construction neuve.

## **Une participante**

Je salue le travail de l'ADEME. En effet, sur dix propositions du sondage, sept sont issues des deux premiers scénarios, qui sont des scénarios de sobriété, de frugalité et de coopération. La jeunesse envoie ainsi un message fort.

## **Laurent Michel**

Le contenu de cette séance était très riche. Une synthèse de ces échanges sera mise en ligne sur le site de la concertation. Le bilan national sera rendu public avant l'examen du projet de loi. Vous pouvez continuer à participer à la concertation en ligne jusqu'au 18 janvier.